

**RESEÑAS**

Callegaro, Francesco (2016). "Histoire conceptuelle et philosophie des sciences sociales", *Conceptos Históricos 2* (2), pp. 190-204



# Histoire conceptuelle et philosophie des sciences sociales

## Francesco Callegaro

Laboratoire Interdisciplinaire d'Études sur les Réflexivités / École des Hautes Études en Sciences Sociales, Francia

*Note critique de D'une philosophie à l'autre. Les sciences sociales et la politique des modernes*, de Bruno Karsenti.  
Paris, Gallimard, 2013, 368 pp.

Le dernier livre de Bruno Karsenti, *D'une philosophie à l'autre. Les sciences sociales et la politique des modernes*, paru en France il y a trois ans et dont on annonce une traduction prochaine en italien et en espagnol, marquera à coup sûr l'histoire des rapports entre philosophie politique et sciences sociales. C'est qu'il entend non seulement changer notre manière d'envisager cette histoire, telle qu'elle s'est déroulée jusqu'à présent, mais aussi participer activement à sa transformation, en délinéant les principes d'un programme de recherche pour l'avenir, déjà mis en œuvre à l'EHESS de Paris, au Laboratoire interdisciplinaire d'études sur les réflexivités (LIER-IMM).<sup>1</sup> Unique en son genre, ce travail pionnier s'efforce d'élucider les raisons qui imposent de revenir aujourd'hui sur une séparation de principe entre ces deux formes de savoir où s'est nourrie dans le temps, notamment en France, une conflictualité ouverte et récurrente. Il lui oppose la perspective d'un dialogue qu'il faut entendre en son sens littéral et exigeant, comme un échange d'arguments entre des points de vue

---

<sup>1</sup> Pour une courte présentation du programme de recherche de ce laboratoire, voir <http://liier.ehess.fr/>.

distincts dont la complémentarité s'éclaire seulement lorsque les interlocuteurs s'élèvent jusqu'à la question commune qui anime leur recherche coopérative de la vérité. En ce sens, si l'institution d'un tel dialogue est à l'heure actuelle nécessaire, c'est que les insuffisances désormais avérées du discours postmoderne, comme la faillite partout visible en Europe du néolibéralisme, exigent de se donner les moyens intellectuels de relancer, avec le degré nécessaire de radicalité épistémologique, l'interrogation sur l'origine et le destin de la modernité politique.<sup>2</sup>

On ne peut dès lors comprendre la portée d'un tel projet de refonte qu'en revenant d'abord à la source du différend que cet ouvrage se propose de départager. Depuis leur apparition au XIXe siècle, et toujours plus à mesure que leur ambition s'est affirmée au XXe siècle, les sciences sociales ont été perçues, par la plupart des philosophes politiques, comme une entreprise dangereuse, menaçant sinon toujours la philosophie elle-même en son autonomie, du moins les prétentions légitimes de la philosophie politique. L'extension aux différents domaines de l'homme, depuis Socrate objet de chasse privilégié, des démarches expérimentales et quantitatives caractéristiques de la science moderne impliquerait, tel est le risque dénoncé par les penseurs les plus divers, une altération de la philosophie politique allant dans le sens d'une véritable *destruction* de la raison pratique, comme de la possibilité même de saisir les ressorts ultimes de la condition humaine et d'orienter sur cette base le devenir souhaitable des institutions. Pour les philosophes politiques qui souscrivent à cette vision des sciences sociales, celles-ci représentent alors moins un ensemble hétérogène de disciplines à connaître et avec lesquelles se mesurer, en prenant en compte leurs objets et objectifs respectifs, qu'une totalité articulée dont il faut restituer la cohérence interne, en explicitant leurs fondements communs, avant de les soumettre à une critique de principe dont la philosophie politique est appelée à ressortir réconfortée dans sa suprématie naturelle.<sup>3</sup>

En érigeant la méthode en critère *exclusif* de validité d'une recherche, en considérant donc que seule la conformité aux règles opératives d'une enquête empirique en justifie le bien-fondé et la pertinence, les fondateurs des sciences sociales comme leurs successeurs, victimes plus ou moins conscientes d'un même dogme positiviste, auraient ainsi fini par négliger les *questions théoriques* premières et les *problèmes pratiques* essentiels au centre des préoccupations de la philosophie politique, depuis que

2 Voir Bruno Karsenti. "Sociologie, philosophie: la modernité en question", *Archives de Philosophie*, N° 76, 2013-2014, pp. 547-551.

3 Pour une illustration particulièrement nette de cette critique, voir Eric Voegelin. *The New Science of Politics: An Introduction*. Chicago, University of Chicago Press, 1951, et plus récemment Pierre Manent. *La cité de l'homme*. Paris, Flammarion, 1994.

ce régime singulier d'interrogation a pris son essor, en Grèce, au Vème siècle avant J-C. Sur le plan proprement théorique, l'absolutisation de la méthode aurait surtout conduit à sous-estimer la place du libre examen, affranchi de toute contrainte externe, comme la nécessité d'élaborer, en voie préliminaire, les *concepts* devant servir à la détermination des objets d'investigation. Ce faisant, elles auraient laissé la fabrication des instruments d'analyse et la délimitation des différents champs d'enquête aux préjugés arbitraires et irréfléchis du sens commun. Nées au XIXe siècle, les sciences sociales ainsi conçues dans leur dogmatisme méthodologique de principe seraient surtout redevables d'une acceptation acritique des prénotions du sens commun *moderne*, opinion nouvelle où s'exprime la construction d'un monde que la Révolution française a achevé d'organiser, du moins à la surface, selon cet "art de la séparation" qui résume l'orientation propre du libéralisme.<sup>4</sup>

La division du travail intellectuel en domaines d'enquête distincts les uns des autres – politique, droit, économie, religion, etc. — serait en ce sens le reflet non interrogé dans ses raisons ni questionné dans ses limites, d'une organisation tout à fait spécifique de la vie collective, caractérisée par la division du travail social entre des sphères d'activité nettement séparées. À la racine de cette organisation comme au fondement de tous les préjugés modernes hérités par les sciences sociales se tiendrait alors la distinction primordiale qui définit, ou est censée définir, la modernité politique. Il s'agit de la séparation entre l'État et la société civile, sur fond d'une désarticulation des liens séculiers entre politique et religion. Par-delà le souci affiché pour la méthode, les sciences sociales finissent ainsi par apparaître aux philosophes, de façon bien plus substantielle, comme la tentative d'étendre à l'ensemble des relations humaines les concepts et les dispositifs, au premier chef la statistique, d'abord forgés par l'économie politique, dans une convergence souterraine avec les objectifs politiques de la nouvelle gouvernamentalité libérale, axée sur la gestion des populations et la prise en charge de la vie de tous et de chacun.<sup>5</sup>

Incapables de mettre en œuvre une critique intellectuelle du sens commun des modernes, ayant au contraire repris les principales distinctions conceptuelles à travers lesquelles la modernité a d'abord cherché à se définir avec l'ensemble de ses savoirs-pouvoirs nouveaux, les différentes disciplines que réunit le terme générique de "sciences sociales" n'auraient donc pas non plus réussi à articuler des *idéaux* sociopolitiques

4 Voir Michael Walzer. "Liberalism and the Art of Separation", *Political theory*, Vol. 12, N° 3, 1984, pp. 315-330.

5 Voir Hannah Arendt. *Human Condition*. Chicago, University of Chicago Press, 1958.

alternatifs, permettant de repérer et critiquer les pathologies inhérentes à l'organisation collective moderne – qu'on l'appelle comme hier libérale ou néolibérale comme aujourd'hui. C'est ici que trouve sa place la réfutation, par les philosophes politiques, de ce qu'ils estiment être le principe distinctif des sciences sociales, où s'achève de se dévoiler le risque d'une destruction de la tradition philosophique et de la raison pratique. Il s'agit de cette "neutralité axiologique", revendiquée notamment par Max Weber, qui semble condamner les chercheurs à l'impuissance, dans la mesure où elle leur impose de séparer les faits observés et observables des multiples valeurs et principes invoqués par les acteurs dans leurs jugements moraux et politiques, envisagés par les sciences sociales comme autant de prises de position *subjectives* débordant du cadre de la seule rationalité admise, méthodique, alors qu'ils conditionnent à son insu le travail d'enquête empirique lui-même.<sup>6</sup>

De là à faire des sciences sociales le corrélat intellectuel ayant accompagné le développement irrationnel de la modernité politique, sans avoir su ni le diagnostiquer dans ses causes ni le corriger dans son orientation, il n'y a qu'un pas. De nombreux philosophes politiques ne se privent pas de le franchir, au moment où ils en viennent à souligner la nécessité impérieuse de refonder l'*episteme politike* de Platon et d'Aristote, pour retrouver la source d'une démarche permettant d'interroger de façon critique les concepts ordinaires et de mettre en question les valeurs communément acceptées, dans une circularité féconde entre opinion et vérité susceptible de réarticuler savoir, expérience et politique, à l'encontre de toute séparation méthodique. C'est la seule solution envisageable, paraît-il, pour relancer le travail de la raison pratique, et répondre aujourd'hui à l'effondrement du projet originel des sciences sociales, emportées par les désastres politiques du XXe siècle qu'elles n'ont pas su anticiper et qui ont failli détruire, avec elles, la civilisation européenne.

C'est au fond cette imposante *doxa* philosophique au sujet des sciences sociales, aussi fondée soit-elle dans des tendances manifestes de la modernité comme dans les discours qui les répercutent, que Bruno Karsenti entend remettre en question dans son livre. Fruit réfléchi d'une relecture attentive de l'histoire des sciences sociales en France, à laquelle l'auteur s'est livré dans ses ouvrages précédents, ce travail novateur entend tirer la leçon philosophique générale recelée dans la démarche adoptée à l'occasion de ces études particulières. S'il valait la peine de relire l'œuvre d'Auguste Comte, d'Émile Durkheim et de Marcel Mauss,<sup>7</sup>

<sup>6</sup> Voir Leo Strauss. *Natural Right and History*. Chicago, University of Chicago Press, 1953.

<sup>7</sup> Voir Bruno Karsenti. *Politique de l'esprit: Auguste Comte et la naissance de la science sociale*. Paris, Hermann, 2006; *La société en personnes: études durkheimiennes*. Paris, Economica,

avec le même soin herméneutique et la même rigueur conceptuelle que les philosophes réservent d'habitude aux textes canoniques de leur tradition, c'est que les sciences sociales, du moins lorsqu'elles s'élèvent, en prenant appui sur le travail réflexif de la *sociologie*, au plus haut point de leur ambition intellectuelle et politique, ne manquent pas de dévoiler leur signification philosophique fondamentale : celle que seuls des philosophes sont à même de saisir et restituer dans les conséquences qu'elle implique pour la philosophie politique elle-même. Le passage d'une philosophie à l'autre est ainsi marqué au seuil d'un projet audacieux, dont Karsenti indique les coordonnées générales dans l'Introduction au livre, significativement intitulée *Le dialogue des modernes*. Il s'agit de contester l'opinion diffuse et prédominante parmi les philosophes politiques au sujet des sciences sociales, en démontrant par les faits et en justifiant en principe leur irréductibilité à une forme de savoir exclusivement positive et étroitement experte. À rebours de cette conception réductrice, fort répandue, sinon consacrée dans l'organisation actuelle des institutions, Karsenti nous invite à penser les sciences sociales comme à la source toujours disponible d'une réflexivité radicale, analogue à celle déployée en son temps par l'ancienne *episteme politike*, où s'alimente en dernière instance une tout autre conception de la politique des modernes qu'il revient à la philosophie d'explicitier.

Ultimement fondée sur un enrichissement scientifique de notre lexique quotidien, renvoyant à une transformation du sens attaché aux principales catégories de la pensée politique moderne – *liberté et égalité, droit et démocratie, souveraineté et représentation, peuple et État*, etc. — la vision de la réalité recelée dans les enquêtes des sciences sociales, une fois pleinement articulée par cette autre philosophie qui est appelée à en recueillir les enseignements, fait accéder les modernes à une plus claire conscience d'eux-mêmes, dans et par un travail comparatif et historique qui permet de montrer leur appartenance à une commune humanité, sans pour autant en méconnaître la singularité distinctive. La politique se reformule ainsi d'abord sur le plan d'une activité intellectuelle qui permet à tout individu, aux prises avec les dilemmes de la modernité, d'avoir une compréhension plus profonde de sa condition paradoxale, tiraillée entre l'inscription au sein de groupes particuliers et l'aspiration à une égale liberté universelle, comme aux sociétés modernes dans leur ensemble d'avoir une prise plus lucide sur leur devenir, toujours incertain parce que traversé par des problèmes pratiques traduisant dans les faits les apories internes à leurs principes constitutifs. À condition,

---

2006; *L'homme total: sociologie, anthropologie et philosophie chez Marcel Mauss*. Paris, Presses Universitaires de France, [1997] 2011.

bien sûr, que la politique elle-même intègre à son tour le savoir que les sciences sociales apportent sans le déformer, en l'instrumentalisant sous le coup des urgences changeantes d'un présent toujours éphémère.

Au lieu de reconduire les sciences sociales dans l'horizon familier d'une philosophie qui resterait en fait toujours la même, en se focalisant sur les seules questions d'ordre épistémologique, Karsenti montre ainsi que ces sciences, du moins lorsqu'on prend en considération les auteurs et les ouvrages qui ont marqué par leur éclat chaque discipline particulière, ont changé et changent encore notre manière générale de penser, en introduisant de différentes façons, à travers des langages en apparence divergents, un même *point de vue social* dans l'analyse du réel. Par là, elles en viennent à contester les deux piliers d'un sens commun dont les origines remontent en fait à la philosophie moderne elle-même. Il s'agit de ces deux pôles corrélés, où la modernité tend souvent à se confondre sinon à se perdre, que sont le *sujet*, porteur d'une volonté intrinsèquement libre où sont censés s'enraciner les droits individuels, et le *pouvoir*, foyer d'une domination légale qui procède, à la suite d'un pacte mythique, de cette même liberté originaires des sujets, tout autant qu'il est appelé à la consacrer dans le droit public et privé. En faisant remonter, par des voies différentes, la constitution de l'individualité singulière aux réseaux multiples de liens qui structurent en profondeur l'action et l'interaction, les sciences sociales creusent, au cœur même du sujet conscient, l'espace d'un inconscient supplémentaire, dans un dépassement de l'*ego* propre à la psychologie individuelle et introspective qui, parallèlement à la psychanalyse, conduit à repenser les fondements et les visées de la politique moderne.<sup>8</sup>

Aussi, alors que les modernes n'arrivent à penser le collectif, lorsqu'ils s'en tiennent à la lettre de leur idéologie, que sous les deux formes, identiquement insatisfaisantes, d'un artifice légal fondé sur le monopole de la violence et d'une multitude d'agrégats spontanés basés sur les rencontres aléatoires des intérêts, les sciences sociales sont venues dévoiler que bien autre chose est en jeu dans les liens qui rattachent *durablement* les hommes les uns aux autres, au sein de ces ensembles plus ou moins vastes qu'elles ont d'abord nommés "sociétés". Elles ne pouvaient donc se vouloir comme des sciences nouvelles, appelées à achever la construction de l'édifice moderne du savoir, sans dévoiler d'abord *l'écart du social* par rapport à l'État souverain et aux groupes d'intérêt de la société civile. L'invention d'une méthode appropriée n'a pu en ce sens surgir que dans et par un mouvement réflexif d'autoconstitution dont on voit bien qu'il

---

<sup>8</sup> Pour le croisement entre philosophie politique, sciences sociales et psychanalyse, voir Bruno Karsenti. *Moïse et l'idée de peuple: la vérité historique selon Freud*. Paris, Cerf, 2012.

a en lui-même quelque chose d'intrinsèquement philosophique. Pour cette raison, la naissance des sciences sociales a comporté la destruction moins de la philosophie politique en tant que telle, que de cette science politique qui a essayé, avec Hobbes, de jeter les bases intellectuelles de la modernité, en pensant ce sujet en soi libre et égal autorisant le pouvoir central de l'État et recevant en retour la protection nécessaire à lui assurer une vie sûre et commode au sein d'une société de plus en plus civilisée. Dans la critique du sens commun des modernes, il en va ainsi de cette philosophie qui a cru pouvoir se refonder comme une science déductive et géométrique, alors qu'elle a surtout contribué à fixer les principes *idéologiques* de la modernité politique, avant que la Révolution française ne vienne leur conférer une vérité partielle, en leur donnant une traduction juridique dans les constitutions.<sup>9</sup>

Il apparaît alors que les sciences sociales, bien loin d'avoir pris leur essor sur la base de la seule revendication d'une approche méthodique des faits, se sont d'abord pensées et voulues comme une réponse tout aussi intellectuelle que politique à la crise sans précédent des sociétés modernes européennes, parvenue à son point le plus aigu d'expression à la suite du bouleversement social et politique engendré par la Révolution française, bien que secrètement à l'œuvre depuis la décomposition de l'ordre théologico-politique propre aux sociétés féodales traditionnelles. Pour élaborer cette réponse, en se tenant à la hauteur des énormes difficultés rencontrées par ces sociétés, et tout d'abord par la nation française, à établir un ordre moral et juridique aussi stable que conforme à leurs principes affichés, les sciences sociales ont dû remonter jusqu'aux sources philosophiques de la modernité, et dégager le socle mouvant de problèmes intellectuels qui nous apparaissent depuis comme étant en fait structurels.<sup>10</sup> L'ouverture d'un autre avenir pour les modernes supposait de repenser le présent de l'Europe à la lumière du passé, l'ailleurs se confondant avec l'autrefois, en exploitant les ressources héritées d'une multiplicité de traditions politiques et spirituelles qui, toutes, permettaient de concevoir l'individualité dans son appartenance invisible à un collectif, voire dans son inhérence profonde à une totalité, avant et au-delà de son statut de sujet supposé souverain.

C'est alors une *révolution dans la pensée* que ces sciences ont voulu accomplir, pour mieux conduire à terme la révolution politique, nous débarrassant d'une conception abstraite de l'individu et de sa liberté,

9 Voir Giuseppe Duso. *Il potere: per la storia della filosofia politica moderna*. Roma, Carrocci, 1999.

10 Sur le privilège à accorder à la tradition française, d'un point de vue historico-conceptuel, pour accéder à la perspective générale des sciences sociales, voir aussi Theodor Adorno. *Philosophie und Soziologie*. Berlin, Suhrkamp Verlag, [1960] 2011.

à la racine d'une compréhension inadéquate des rapports sociaux et politiques. L'origine philosophique et la portée politique des sciences sociales tiennent ainsi tout entières à cette remise en question d'un sens commun moderne dont tous les protagonistes du XIXe siècle s'accordent pour dire qu'il a été déterminé dans ses assises par les positions *dogmatiques* de la science politique moderne inaugurée par Hobbes, source d'un obscurcissement de l'expérience qui empêchait de penser les liens invisibles rattachant les individus les uns aux autres. Karsenti en donne ici la preuve dans le second chapitre, en montrant comment la pensée, trop vite rubriquée comme réactionnaire, de Louis de Bonald a su interroger, en donnant un tournant déjà sociologique à la théologie chrétienne, les présupposés ultimes de la construction hobbesienne. Si l'on peut attribuer à cette pensée politique une signification philosophique, ce qui ne va nullement de soi, c'est qu'elle a fini par transformer le sens des concepts les plus courants, à commencer par l'idée même de pouvoir, au point d'élaborer des concepts fondamentaux alternatifs, et d'abord cette notion d'*autorité* qui sera directement reprise par Comte, avant d'être, sinon laïcisée, du moins domestiquée par Durkheim et son École.<sup>11</sup>

Alors que la politique des sciences sociales n'y émerge pas encore en toute clarté, l'exigence intellectuelle de radicaliser le principe moderne de la critique, pour en questionner le dogme, y est déjà sensible. L'appel aux sciences sociales, entendues dans leur signification philosophico-politique fondamentale, apparaît alors inscrit au cœur même de la modernité, si tant est que l'on prenne en compte le sens commun non seulement dans sa consistance imaginaire, mais aussi et surtout dans ses *failles symboliques*, sensibles dans les nombreuses et diversifiées critiques qui accompagnent depuis l'origine l'affirmation dans le monde des principes modernes, et d'abord d'une critique arrimée à la liberté abstraite du sujet, en donnant son impulsion au travail réflexif des sciences sociales elles-mêmes comme de la philosophie politique déjà autre qui s'en nourrit.

On voit alors le vaste horizon d'enquête ouvert par Karsenti dans son livre. Passer d'une philosophie à l'autre, cela suppose de s'interroger, en philosophes, sur les multiples *écarts internes* à une modernité toujours inquiète, ceux-là mêmes qui ont rendu possible, à terme, la genèse des sciences sociales, en introduisant un point de fuite vers le social dans l'analyse d'un réel autrement scotomisé dans ses articulations premières par les représentations dominantes de la science politique et de l'économie politique. En ce sens, au lieu de s'en tenir à une contraposition

---

11 Sur ce point, Karsenti reprend et corrige la perspective de Robert A. Nisbet. *The Sociological Tradition*. New York, Basic Books, 1966.

frontale entre philosophie politique et sciences sociales, fondée sur une opposition purement épistémologique entre science et philosophie, Karsenti nous amène à revenir sur l'histoire de la pensée moderne, pour saisir dans la réflexion critique d'un certain nombre de théoriciens la *problématisation* des prémisses idéologiques de la modernité politique, alimentée par ses apories constitutives et ses pathologies récurrentes. S'agissant de rendre compte de la genèse des concepts fondamentaux, et tout d'abord de ce concept de *société* qui est venu déstabiliser, en surgissant comme une question infinie, la polarité ordonnée État/société civile, la recherche des conditions intellectuelles de possibilité des sciences sociales nous conduit sur la voie de ces penseurs politiques qui ont su expliciter et questionner les prémisses tacites du cadre contractualiste propre aux doctrines jus-naturalistes, en faisant sortir le social des entrailles du peuple.

La différence interne de la modernité, saisie ici sur le plan de son expression philosophique, fait ainsi apparaître la persistance renouvelée, dans la modernité politique et pour une compréhension plus lucide de ses principes, de cette ancienne *episteme politike* que Hobbes avait cherché à liquider, y voyant une des sources de cet obscurcissement de l'esprit qui empêchait de fonder l'ordre collectif sur des bases inébranlables. Au prisme du social, les appartenances des philosophes aux différentes écoles de pensée se redistribuent tout autrement, selon des partages qui n'ont plus rien de conventionnel, les auteurs souvent considérés comme ayant participé au même titre que Hobbes à la constitution du discours officiel de la modernité politique apparaissant comme les membres singuliers d'une même tradition sociologique qu'il faut dire *hétérodoxe*, puisqu'elle a su interroger et dépasser le couple fermé sujet-pouvoir, au cœur de la doxa moderne. Relus rétrospectivement comme des précurseurs des sciences sociales, suivant un geste que Durkheim lui-même avait déjà accompli,<sup>12</sup> ces philosophes politiques se révèlent sous un jour entièrement nouveau. En témoigne la lecture conduite ici et ailleurs par Karsenti de l'œuvre de Jean-Jacques Rousseau, dans un dialogue serré avec les meilleurs spécialistes contemporains de la pensée du Genevois.<sup>13</sup> Elle permet de mieux comprendre en quel sens le dépassement du contrat politique volontaire, entre des sujets imaginés libres de toute attache particulière, s'opère au nom d'une quatrième loi non écrite, par ce

12 Voir Émile Durkheim. *Montesquieu et Rousseau, précurseurs de la sociologie*. Paris, Rivière, 1953.

13 En plus du chapitre qui lui est consacré, voir aussi la première partie de Bruno Karsenti. *Moïse et l'idée de peuple...*, ainsi que "Il legislatore, o la società democratica nella storia", in Carlo Altini (éd.): *Democrazia: storia e teoria di un'esperienza filosofica e politica*. Bologna, Il Mulino, 2011, pp. 179-200.

que gravée dans les cœurs d'individus en fait déjà socialisés, celle qu'un étrange législateur, préfiguration du sociologue, doit savoir articuler, du fond de la religion commune d'un peuple en gestation, pour mettre en mouvement la société et la faire accéder à sa fondation politique.<sup>14</sup>

Dans son mouvement de reprise réfléchie des sciences sociales, la philosophie politique qu'entend penser et promouvoir Karsenti dans son livre rejoint et renouvelle alors l'histoire conceptuelle, notamment dans la voie ouverte et largement parcourue par Giuseppe Duso et l'École de Padoue.<sup>15</sup> Elle entend en effet montrer comment la transformation philosophique des concepts politiques modernes a rendu possible le type de réflexivité dont les sciences sociales ont finalement hérité, au moment de se constituer, pour la relancer ensuite tout au long de leur histoire. Ayant comblé le fossé qui sépare partout ailleurs la philosophie politique des sciences sociales, par le biais d'une relecture des auteurs et des œuvres qui, entre le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, ont repensé les principes de la modernité politique, cette autre philosophie située dans l'intervalle où s'organise le dialogue entre philosophie politique et sciences sociales se prolonge ainsi en une réinterprétation des ouvrages majeurs ayant marqué la sociologie et l'anthropologie du dernier siècle. Cette interrogation d'après coup sur les apports philosophico-politiques des sciences sociales, dont le livre nous donne des illustrations importantes en se concentrant surtout, dans sa seconde partie, sur les différents héritiers de la tradition française, au croisement du structuralisme, du marxisme et du pragmatisme – Claude Lévi-Strauss et Lucien Sebag,<sup>16</sup> Pierre Bourdieu<sup>17</sup> et Luc Boltanski –<sup>18</sup> entend prouver que la modernité politique, si elle ne peut tenir dans le cadre étroit de ses prémisses idéologiques, se constitue pleinement sur le plan de la redéfinition socioanthropologique de ses concepts centraux. Entreprise jamais achevée, puisqu'appelée à se reformuler sans cesse au fur et à mesure que les sociétés modernes avancent et se transforment, se décomposant et se recomposant au rythme d'une crise qui nous apparaît aujourd'hui sans fin.

14 En particulier, Alessandro Biral. "Rousseau: la società senza sovrano", in Giuseppe Duso (éd.): *Il contratto sociale nella filosofia politica moderna*. Milano, Angeli, 1993, pp. 191-255, et Bruno Bernardi. *La fabrique des concepts. Recherche sur l'invention conceptuelle chez Rousseau*. Paris, Champion, 2006.

15 Voir Sandro Chignola et Giuseppe Duso (éds.). *Storia dei concetti e filosofia politica*. Milano, Angeli, 2008.

16 Voir Lucien Sebag. *Marxisme et structuralisme*. Paris, Payot, 1964.

17 Voir Pierre Bourdieu. *Esquisse d'une théorie de la pratique précédé de Trois études d'ethnologie kabyle*. Genève, Droz, 1972.

18 Voir Luc Boltanski et Eve Chiapello. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris, Gallimard, 1999 et Luc Boltanski. *La condition foetale, une sociologie de l'engendrement et de l'avortement*. Paris, Gallimard, 2004.

Comme Karsenti le montre dans le chapitre charnière consacré à la discussion par le philosophe Vincent Descombes<sup>19</sup> de l'œuvre de l'anthropologue Louis Dumont,<sup>20</sup> autre héritier de la même tradition française, il apparaît alors que les sciences sociales, si elles peuvent parfois être envisagées comme un objet critique de l'histoire conceptuelle, lorsqu'elles rechutent dans le cadre théorique défini par les concepts idéologiques de la modernité,<sup>21</sup> participent aussi et surtout à son développement intellectuel, dans la mesure où elles mettent en perspective, grâce à une série de dispositifs épistémologiques, en premier lieu la *comparaison radicale*, les concepts que nous tenons ordinairement pour évidents et universels, alors qu'ils traduisent une manière particulière de penser, dont les problèmes qu'elle soulève ne peuvent être éclairés et surmontés qu'en réintégrant la modernité européenne en une vision plus ample et diversifiée de la condition humaine. Prolongeant le questionnement des concepts politiques modernes déjà opéré par les philosophes hétérodoxes, les fondateurs et les héritiers les plus fidèles de l'ambition universaliste des sciences sociales font ainsi avancer une même entreprise, incluant l'histoire conceptuelle au titre de l'une de ses principales productions, si du moins elles se laissent accompagner dans leur avancée par cette autre philosophie politique qui surgit en s'y frottant. Elle consiste à élaborer des concepts nouveaux, en explicitant ce qui se cache dans les plis d'un sens commun moderne au fond contradictoire, où se profile la perspective d'un universalisme plus exigeant, parce que mettant les prétentions mêmes de la modernité européenne à l'épreuve d'une connaissance systématique des autres et de nous-mêmes.

On comprend alors en quel sens c'est du destin de la modernité politique qu'il est question dans ce dialogue que Karsenti cherche à nouer entre philosophie politique et sciences sociales, sur le fil tendu entre les deux par cette forme de réflexion historico-conceptuelle qu'il nomme *philosophie des sciences sociales*. Reprenant à son compte l'ambition qui fut jadis celle de Comte et Durkheim, le programme ainsi dessiné dans ses grandes lignes ne vise pas seulement à modifier l'organisation des institutions du savoir, pour épuiser la politique sur le seul plan d'une refonte de l'esprit, puisqu'il entend encore relancer la réflexion sur ce

19 Vincent Descombes. *Le raisonnement de l'ours*. Paris, Seuil, 2008.

20 Voir Louis Dumont. *Essais sur l'individualisme*. Paris, Seuil, 1983.

21 Pour un exemple significatif de cette critique historico-conceptuelle des sciences sociales, voir la discussion du concept de pouvoir [*Herrschaft*] chez Max Weber, in Otto Brunner. "Consideraciones acerca de los conceptos de *dominación y legitimidad*", *Conceptos Históricos*, N° 1, 2015, pp. 136-159; voir aussi Giuseppe Duso. "Tipi del potere e forma politica moderna in Max Weber", in *La rappresentanza politica, genesi e crisi del concetto*. Milano, Angeli, 2003, pp. 120-144; et Michele Basso. *Max Weber, economia e politica fra tradizione e modernità*. Macerata, Edizioni Università di Macerata, 2013.

qu'appartenir à la modernité veut dire en vérité, sachant que la réponse complète ne pourra venir que d'une transformation parallèle des sociétés démocratiques elles-mêmes. En ce sens, le nouage des disciplines proposé par Karsenti, s'il implique sans doute de repenser le fonctionnement et les finalités de l'Université, ne peut que conduire, dans la mesure où il trouve son axe de rotation dans l'élaboration d'une critique de la modernité tout à la fois philosophique et sociologique, intellectuelle et politique, qu'à réinvestir la question de l'État, en soulevant notamment le problème des origines et de la fonction de ce *gouvernement* auquel les sociétés démocratiques ont parfois du mal à faire une place, en le considérant sous l'angle de sa relation conflictuelle avec son passé théologique et son présent économique. Les différents chapitres du livre où Karsenti se consacre à un examen critique préalable des généalogies historiques et des analyses théoriques proposées par Giorgio Agamben, Michel Foucault et Bernard Manin,<sup>22</sup> en annoncent un autre, ou du moins le laissent entrevoir. Il s'agira alors de montrer ce qu'une philosophie politique transformée par les sciences sociales a à nous dire de ces institutions dont on a cru qu'en elles se résumait la modernité elle-même. Avant que les sciences sociales ne viennent justement nous déprendre d'un tel préjugé.<sup>23</sup>

---

22 Karsenti revient notamment sur Giorgio Agamben (*Il Regno e la Gloria: Per una genealogia teologica dell'economia e del governo. Vicenza, Neri Pozza, 2007*), Michel Foucault (*Il faut défendre la société. Cours au Collège de France, (1975-1976)*. Paris, Seuil/Gallimard, 1997 ainsi que *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, (1977-1978)*. Paris, Seuil/Gallimard, 2004), et Bernard Manin (*Principes du gouvernement représentatif*. Paris, Flammarion, 1986).

23 Voir Bruno Karsenti. "Une autre approche de la nation: Marcel Mauss", *Revue du MAUSS*, N° 2, 2011, pp. 283-294; "Politique de Durkheim. Société, humanité, État", *Scienza & Politica*, Vol. 26, N° 51, 2014, pp. 41-62; "Radicalité du socialisme", *Incidence*, N° 11, 2015, pp. 9-27.

## Bibliographie

- Adorno, Theodor.** *Philosophie und Soziologie*. Berlin, Suhrkamp Verlag, [1960] 2011.
- Agamben, Giorgio.** *Il Regno e la Gloria: Per una genealogia teologica dell'economia e del governo*. Vicenza, Neri Pozza, 2007.
- Arendt, Hannah.** *Human Condition*. Chicago, University of Chicago Press, 1958.
- Basso, Michele.** *Max Weber, economia e politica fra tradizione e modernità*. Macerata, Edizioni Università di Macerata, 2013.
- Bernardi, Bruno.** *La fabrique des concepts. Recherche sur l'invention conceptuelle chez Rousseau*. Paris, Champion, 2006.
- Biral, Alessandro.** "Rousseau: la società senza sovrano", in Giuseppe Duso (éd.): *Il contratto sociale nella filosofia politica moderna*. Milano, Angeli, 1993, pp. 191-255.
- Boltanski, Luc.** *La condition fœtale, une sociologie de l'engendrement et de l'avortement*. Paris, Gallimard, 2004.
- Boltanski, Luc et Eve Chiapello.** *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris, Gallimard, 1999.
- Bourdieu, Pierre.** *Esquisse d'une théorie de la pratique précédé de Trois études d'ethnologie kabyle*. Genève, Droz, 1972.
- Brunner, Otto.** "Consideraciones acerca de los conceptos de *dominación y legitimidad*", *Conceptos Históricos*, N° 1, 2015, pp. 136-159.
- Chignola, Sandro et Giuseppe Duso (éds.).** *Storia dei concetti e filosofia politica*. Milano, Angeli, 2008.
- Descombes, Vincent.** *Le raisonnement de l'ours*. Paris, Seuil, 2008.
- Dumont, Louis.** *Essais sur l'individualisme*. Paris, Seuil, 1983.
- Duso, Giuseppe.** *Il potere: per la storia della filosofia politica moderna*. Roma, Carrocci, 1999.
- "Tipi del potere e forma politica moderna in Max Weber", in *La rappresentanza politica, genesi e crisi del concetto*. Milano, Angeli, 2003, pp. 120-144.
- Durkheim, Émile.** *Montesquieu et Rousseau, précurseurs de la sociologie*. Paris, Rivière, 1953.
- Foucault, Michel.** *Il faut défendre la société. Cours au Collège de France, (1975-1976)*. Paris, Seuil/Gallimard, 1997.
- *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, (1977-1978)*. Paris, Seuil/Gallimard, 2004.
- Karsenti, Bruno.** *La société en personnes: études durkheimiennes*. Paris, Economica, 2006.
- *Politique de l'esprit: Auguste Comte et la naissance de la science sociale*. Paris, Hermann, 2006.

- “Il legislatore, o la società democratica nella storia”, in Carlo Altini (éd.): *Democrazia: storia e teoria di un'esperienza filosofica e politica*. Bologna, Il Mulino, 2011, pp. 179-200.
- L'homme total: sociologie, anthropologie et philosophie chez Marcel Mauss*. Paris, Presses Universitaires de France, [1997] 2011.
- “Une autre approche de la nation: Marcel Mauss”, *Revue du MAUSS*, N° 2, 2011, pp. 283-294.
- Moïse et l'idée de peuple: la vérité historique selon Freud*. Paris, Cerf, 2012.
- D'une philosophie à l'autre. Les sciences sociales et la politique des modernes*. Paris, Gallimard, 2013.
- “Politique de Durkheim. Société, humanité, État”, *Scienza & Politica*, Vol. 26, N° 51, 2014, pp. 41-62.
- “Sociologie, philosophie: la modernité en question”, *Archives de Philosophie*, N° 76, 2013-2014, pp. 547-551.
- “Radicalité du socialisme”, *Incidence*, N° 11, 2015, pp. 9-27.
- Manent, Pierre.** *La cité de l'homme*. Paris, Flammarion, 1994.
- Manin, Bernard.** *Principes du gouvernement représentatif*. Paris, Flammarion, 1986.
- Nisbet, Robert A.** *The Sociological Tradition*. New York, Basic Books, 1966.
- Sebag, Lucien.** *Marxisme et structuralisme*. Paris, Payot, 1964.
- Strauss, Leo.** *Natural Right and History*. Chicago, University of Chicago Press, 1953.
- Voegelin, Eric.** *The New Science of Politics: An Introduction*. Chicago, University of Chicago Press, 1951.
- Walzer, Michael.** “Liberalism and the Art of Separation”, *Political theory*, Vol. 12, N° 3, 1984, pp. 315-330.